

67 223
NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.14/103
8 février 1961
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session

Point 13 (b) de l'ordre du jour provisoire

Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies
dans les domaines économique et social et renforcement
des commissions économiques régionales

Note du Secrétaire général

61-354

Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies
dans les domaines économique et social et renforcement
des commissions économiques régionales

Note du Secrétaire général

1. La Commission économique pour l'Afrique prendra connaissance, à sa troisième session, de la résolution 793 (XXX) du Conseil économique et social et de la résolution 1518 (XV) de l'Assemblée générale) (voir E/CN.14/91 et Add. 1).
2. Dans la première de ces résolutions, le Conseil économique et social :
 1. Appelle l'attention des gouvernements sur l'avantage qui s'attache à tirer pleinement parti des services et moyens d'action des commissions économiques régionales dans le cas des programmes de développement entrepris par les gouvernements et qui présentent un intérêt commun pour les pays de la région;
 2. Prie le Secrétaire général d'avoir également recours, dans une mesure aussi complète que possible, aux services des commissions économiques régionales, particulièrement pour l'élaboration et l'exécution de programmes destinés à promouvoir le développement régional dans les domaines économique et social;
 3. Prie le Secrétaire général d'encourager et d'intensifier la coopération entre les commissions économiques régionales par l'intermédiaire de leurs secrétariats respectifs.
3. Dans sa résolution, l'Assemblée générale prie notamment le Secrétaire général "de consulter les commissions économiques régionales lors de leurs prochaines sessions annuelles et les institutions spécialisées, et de rendre compte au Conseil économique et social, lors de la trente-deuxième session et à l'Assemblée générale, lors de sa seizième session,

des mesures prises pour appliquer la résolution 793 (XXX) du Conseil relative à la décentralisation des activités et des opérations et à l'utilisation accrue des services des commissions économiques régionales."

4. La présente note a pour objet de faciliter les consultations avec la Commission économique pour l'Afrique. Des notes similaires seront remises aux autres commissions régionales lors de leurs prochaines sessions annuelles. Compte tenu des vues qui seront exprimées au cours de ces sessions, le Secrétaire général élaborera un rapport qu'il présentera, conformément aux dispositions de la résolution 1518 (XV), au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Des consultations auront lieu, dans l'intervalle, avec les institutions spécialisées.

5. Les vues du Secrétaire général sur la question ont été exposées dans une série de déclarations que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a faites lors de la dernière session de l'Assemblée générale^{1/}. Le passage suivant intéresse particulièrement la Commission économique pour l'Afrique :

"En ce qui concerne le rôle de la Commission économique pour l'Afrique, il a toujours été dans l'intention du Secrétaire général de profiter du fait que cette Commission venait tardivement et pouvait par conséquent bénéficier de l'expérience des autres Commissions pour définir, dès le départ, son rôle de telle manière qu'il puisse lui donner le maximum d'efficacité et en particulier pour éviter que, même dans les premières années, ce rôle ne soit limité à celui d'un centre d'étude de caractère plus ou moins académique. L'importance du facteur régional dans la coopération économique et, en particulier, en matière d'aide, d'assistance technique ou financière, est, je pense, reconnue par tous ici et dans la mesure où une action a pu être entreprise, elle l'a été dans le sens de donner au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique le rôle maximum compatible avec l'état actuel de ses ressources en personnel. Mais des progrès très sérieux ont pu être accomplis dans cette voie au

^{1/} Voir A/C.2/L.479 et A/C.2/L.518

cours de cette année. Je voudrais mentionner en particulier le rôle qui a été confié par le Secrétaire général au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique dans l'élaboration des programmes d'assistance technique et dans la sélection des projets qui peuvent être financés par le Fonds spécial. Tout récemment encore, le Secrétaire exécutif de la Commission économique, M. Mekki Abbas, vient de visiter cinq pays de l'Afrique occidentale pour discuter avec les ministères responsables, dans ces gouvernements, des programmes initiaux d'assistance technique. Il est bien entendu que notre intention est de répéter cette expérience aussi souvent que cela sera possible. De même, en ce qui concerne les programmes de formation, de plus en plus nous nous adressons au Secrétaire exécutif pour la sélection des candidats et pour toutes les opérations qui précèdent l'exécution d'un stage de formation à l'étranger. Il y a également un certain nombre de projets de caractère régional qui ont été élaborés et qui continueront d'être élaborés au sein de la Commission économique pour l'Afrique; ces programmes représentent environ 10 % de l'ensemble des programmes et il pourrait être d'un certain intérêt d'augmenter ce pourcentage.

"D'une manière générale, nous considérons la Commission économique pour l'Afrique comme le centre, comme le foyer où peuvent s'exprimer les divers besoins du continent africain en matière de coopération et d'assistance et où l'on peut examiner quels sont les moyens de satisfaire ces besoins en faisant appel aux diverses pièces du mécanisme maintenant très diversifié du système des Nations Unies. Pour citer un exemple, nous avons eu une conférence de statisticiens tout au début de l'existence de cette Commission qui s'est efforcée de mettre sur pied un programme quinquennal grâce auquel les services statistiques et les documents statistiques des différents pays de l'Afrique pourront être portés, dans une période relativement courte, à un certain niveau, considéré comme possible et désirable, en faisant appel à toutes les ressources de l'assistance multilatérale ou bilatérale qui peuvent être à la disposition de ces gouvernements, et cela dans le cadre d'un programme coordonné et inspiré par la Commission économique pour l'Afrique. Et je dois dire que depuis que l'assistance technique a été fusionnée avec les activités du Département des affaires économiques et sociales, nous disposons d'une infiniment grande souplesse d'action pour décentraliser vers les régions une partie importante des opérations de l'assistance technique, celles qui requièrent le plus de familiarité avec les besoins des gouvernements et celles qui sont, si je puis dire, d'un caractère plutôt que purement logistique".

6. On trouvera en annexe un exposé sur le cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les opérations des Nations Unies visant à promouvoir le développement économique et social, ainsi que des indications sur les mesures que le Secrétaire général a prises, à l'intérieur de ce cadre, en vue d'élargir et de diversifier les responsabilités qui incombent aux commissions économiques régionales. On notera que le Secrétaire général a tenu soigneusement compte des conclusions que la Commission chargée de l'évaluation des programmes a formulées dans le rapport qu'elle a présenté à la trentième session du Conseil.^{1/}

7. Le Secrétaire général estime qu'en cherchant à décentraliser les activités des Nations Unies et à renforcer les commissions régionales, on s'est engagé sur la voie la plus propre à assurer les progrès futurs. En ce qui concerne le rôle des commissions régionales dans le domaine des opérations, les considérations générales ci-après semblent être particulièrement pertinentes :

1) C'est surtout au stade de la planification et de la programmation que ce rôle devrait être élargi. Il faut tenir compte du fait que les commissions régionales entretiennent ou entretiendront des rapports extrêmement étroits avec les pays situés dans leur zone d'activité et qu'elles acquerront une connaissance des problèmes locaux que les services du Siège pourraient difficilement avoir. Les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique devraient se servir de plus en plus des ressources qu'offrent les commissions économiques régionales en matière de planification et de programmation, et le Secrétaire général a l'intention de donner

^{1/} Perspectives pour les cinq années 1960-1964. Rapport d'ensemble sur l'évaluation de la portée, des tendances et du coût des programmes de l'Organisation des Nations Unies, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OMM et de l'AIEA dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. (Publication des Nations Unies, No. de vente : 60.IV.14).

au Secrétaire exécutif et à ses collaborateurs des responsabilités de plus en plus grandes dans le domaine de la programmation. On obtiendra souvent les meilleurs résultats en combinant l'action régionale avec l'action entreprise au Siège. En effet, outre qu'il est des domaines dans lesquels les fonctionnaires du Siège ont acquis davantage d'expérience et de compétence, on ne saurait méconnaître que, même au stade de la planification, certains problèmes de mise en oeuvre dépassent le cadre de la région. Toutes ces considérations montrent qu'une grande souplesse est nécessaire, mais on peut certainement prévoir que les commissions économiques régionales seront appelées à jouer un rôle plus important que par le passé.

2) Dans de nombreux cas, les secrétariats des commissions économiques régionales peuvent intervenir à d'autres stades de la mise en oeuvre des programmes d'assistance technique. Ils peuvent, par exemple, donner des conseils pour le recrutement des experts et la sélection des boursiers ou mettre les experts au courant des conditions dans lesquelles s'effectuera leur mission. De plus, la responsabilité de l'exécution complète de certains projets peut souvent être confiée aux secrétaires exécutifs, sauf peut-être lorsqu'il s'agit d'opérations purement logistiques. Cette procédure a déjà été suivie et devrait l'être de plus en plus pour les projets régionaux mais elle peut également être adoptée pour les projets qui intéressent un seul pays. Ici encore, la décision devrait dépendre de la nature des projets et des ressources dont on dispose à tel ou tel stade de la mise en oeuvre.

3) La question de savoir s'il y aurait lieu de créer des sections administratives spéciales, au sein des secrétariats des commissions économiques régionales, en vue de faire face à l'accroissement des responsabilités dans le domaine des opérations devrait être tranchée par les secrétaires exécutifs. Il faut simplement souligner, à cet égard, que l'on a

sa tendance, au Siège, à créer des sections qui s'occupent à la fois de la recherche pure et des opérations proprement dites. Cette solution a été adoptée en vue d'accroître l'efficacité des programmes, puisqu'il est maintenant largement admis que l'assistance technique exige beaucoup de recherches. Les problèmes d'organisation et d'administration que pose la mise en oeuvre des programmes des Nations Unies varient si profondément d'un programme à l'autre qu'il ne faut pas leur chercher de solution uniforme.

8. Compte tenu des considérations qui précèdent, le Secrétaire général se propose de chercher, dans les limites qui lui sont fixées par les résolutions de base, de nouveaux moyens de renforcer les commissions économiques régionales et d'accroître constamment la participation de celles-ci aux programmes d'exécution. Il attachera une grande importance aux vues qui pourraient être exprimées, à ce sujet, par la Commission économique pour l'Afrique, par les autres commissions économiques régionales et par les institutions spécialisées.

A N N E X E

UTILISATION DES SERVICES REGIONAUX
POUR LA PLANIFICATION ET L'EXECUTION
DES PROGRAMMES NATIONAUX

1. En matière d'assistance technique, le Secrétaire général est chargé d'administrer les fonds qui sont confiés à l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution de deux programmes : le Programme élargi d'assistance technique, en vertu de la résolution 222 (XI) du Conseil économique et social, et le programme ordinaire, financé par le budget de l'Organisation, en vertu de diverses résolutions de l'Assemblée générale ^{1/}.

En 1961-1962, la part du Programme élargi dont l'Organisation des Nations Unies assumera l'exécution correspondra à une dépense de 15 millions de dollars. Le programme ordinaire comporte pour 1961 des crédits de 2.200.000 dollars, auxquels l'Assemblée générale vient d'ajouter 3.500.000 dollars pour l'assistance aux nouveaux pays indépendants.

2. En ce qui concerne la gestion des fonds du Programme élargi, le Secrétaire général est lié par les dispositions que le Conseil économique et social a arrêtées sur la recommandation de son Comité de l'assistance technique. Pour ce qui est du programme ordinaire, l'Assemblée générale n'a posé que quelques grands principes mais le Secrétaire général s'est inspiré le plus souvent, des règles élaborées par le Comité de l'assistance technique.

^{1/} Résolutions 200 (III) sur l'assistance technique en vue du développement économique, 418 (V) sur les fonctions consultatives en matière de service social, 723 (VIII) sur l'assistance technique en matière d'administration publique et 1256 (XIII) relative à l'envoi de personnel d'exécution et de direction.

3. La plus grande partie de l'assistance technique est fournie directement aux gouvernements, et le Comité de l'assistance technique a fixé un plafond (actuellement 12 % du total des ressources) pour les programmes régionaux. Bien qu'il n'y ait pas de limite de ce genre pour les projets du programme ordinaire, le Secrétaire général s'est inspiré des règles adoptées par le Comité de l'assistance technique; mises à part les dépenses effectuées en vertu de la résolution 723 (VIII), qui prévoit certaines activités centralisées, le pourcentage des dépenses inscrites au programme ordinaire qui sont consacrées aux projets régionaux ne s'est donc pas écarté beaucoup jusqu'à présent de la limite supérieure fixée par le Comité.

4. Parmi les règles fondamentales que le Conseil économique et social a énoncées touchant l'assistance à fournir aux gouvernements, il en est deux qui imposent des obligations particulières aux organisations participantes. Ce sont les deux principes que le Conseil a formulés comme suit dans sa résolution 786 (XXX) relative aux procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national :

a) "les pays bénéficiaires de l'assistance doivent avoir la liberté de choisir des programmes et projets soigneusement étudiés" et b) "les organisations participantes doivent continuer à conseiller et à assister les gouvernements bénéficiaires pour l'établissement des plans et l'exécution des programmes et des projets ainsi qu'à passer en revue les aspects techniques des programmes et projets dont elles ont la responsabilité".

5. C'est à la lumière de ces principes que le Secrétaire général s'est efforcé de mettre à la disposition des gouvernements les meilleurs spécialistes et techniciens dont le Secrétariat disposait au Siège et dans les commissions économiques régionales.

Planification de l'assistance

6. Selon la procédure que le Conseil économique et social a fixée pour le Programme élargi, les programmes nationaux doivent être établis à l'échelon national par les gouvernements qui les demandent, en consultation avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique. Les représentants résidents coordonnent les consultations entre les gouvernements et les organisations participant au Programme afin que, dans la limite des ressources disponibles, le programme global demandé par le gouvernement intéressé soit équilibré et qu'il ait le plus de chances d'être efficace vu les besoins et l'ordre de priorité dudit gouvernement et la possibilité d'obtenir des organisations les services nécessaires. Parce qu'il est au courant des sources d'assistance multilatérales et autres et de la situation locale, le représentant résident a un rôle capital à jouer en aidant les gouvernements à établir leurs programmes. D'autre part, il incombe à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de conseiller les services administratifs compétents et les représentants résidents pour l'établissement des plans techniques des différents projets.

7. Dans le cadre de cette procédure, les conseils techniques et les directives de spécialistes que l'Organisation des Nations Unies fournit pour la préparation des projets d'assistance technique sont une des bases du Programme. En fait, cette mission des organisations devient plus importante à mesure que le Programme s'élargit et que de nouveaux pays sont appelés à bénéficier de l'assistance technique. Dans une large mesure, la tâche qui consiste à fournir aux gouvernements des avis de spécialistes et des concours de techniciens pour la planification de leurs projets est une activité permanente. Beaucoup de nouveaux projets découlent de l'assistance technique précédemment fournie. D'autre part, la

demande d'assistance évolue avec le temps. A mesure que les pays peu développés progressent, leurs besoins d'assistance s'étendent sans cesse à des domaines nouveaux, en particulier techniques, et dans ces derniers, l'assistance demandée sera sans doute de plus en plus spécialisée.

Souvent aussi, les gouvernements souhaitent qu'on les aide à établir des programmes pour lesquels différents types d'assistance peuvent être fournis simultanément ou successivement. Par exemple, ils demandent une assistance technique pour des projets d'équipement ou pour la préparation de projets plus importants dans le domaine du pré-investissement, comme ceux qui peuvent être réalisés avec le concours du Fonds spécial et ouvrir la voie aux investissements proprement dits, soit du gouvernement lui-même soit d'institutions financières étrangères ou internationales. Enfin, en formulant leurs demandes, les gouvernements peuvent souvent bénéficier des connaissances et de l'expérience que l'Organisation a acquises dans certains domaines, grâce à ses recherches et à l'assistance technique fournie dans diverses parties du monde.

8. Le Secrétaire général a toujours beaucoup tenu à ce que des conseils techniques soient donnés aux gouvernements pour la formulation de leurs demandes, lorsqu'ils en manifestent le désir et conformément aux recommandations du Conseil économique et social. En fait, l'un des avantages du système d'assistance technique des Nations Unies est qu'il permet de mobiliser une gamme étendue de ressources et de connaissances pour résoudre des problèmes divers et de tirer parti de connaissances acquises dans toutes les parties du monde.

9. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales est chargé de veiller à ce que les services intéressés aident comme il convient les représentants résidents et les gouvernements bénéficiaires à établir les programmes et à formuler les demandes. Cette tâche est exécutée,

sous l'autorité du Commissaire à l'assistance technique par la Direction des opérations d'assistance technique (DOAT) et par les fonctionnaires des services organiques du Département des affaires économiques et sociales au Siège et dans les régions. En supprimant un cloisonnement qui créait des entraves, la fusion de l'Administration de l'assistance technique et du Département des affaires économiques et sociales a permis d'utiliser plus facilement ces fonctionnaires.

10. Entre autres attributions, la Direction des opérations d'assistance technique est chargée d'étudier, au début de chaque période du programme, toutes les demandes des gouvernements en tenant compte des renseignements fournis par les représentants résidents et les ressources financières probables. Les demandes sont communiquées aux services organiques du Siège et à ceux des commissions économiques régionales qui peuvent généralement se prononcer sur leurs aspects techniques. Le Commissaire à l'assistance technique transmet leurs observations aux représentants résidents qui, au nom de l'Organisation des Nations Unies, arrêtent un programme avec les gouvernements intéressés. C'est cette procédure qui permet à la DOAT et aux services organiques de faire l'inventaire des connaissances et de l'expérience accumulées par le secrétariat et de présenter aux gouvernements les suggestions appropriées. Les programmes peuvent ensuite être modifiés par des demandes spéciales que les gouvernements déposent, en cours d'année, par l'intermédiaire des représentants résidents. Ces demandes sont également étudiées par les services organiques compétents. Elles sont communiquées aux secrétariats des commissions économiques régionales lorsque des observations de leur part peuvent présenter une importance particulière.

11. En dehors des avis qu'ils donnent sur les aspects techniques des demandes gouvernementales, les services organiques sont appelés à

participer encore plus directement à la procédure d'élaboration des programmes. Dans certains cas, des "missions d'élaboration de programme", comprenant des fonctionnaires de différents services, sont organisées à la demande des gouvernements (le Commissaire à l'assistance technique vient de diriger une mission de ce genre dans la République malgache, où il était accompagné de fonctionnaires de la Commission économique pour l'Afrique). Le Secrétaire général a pour principe de placer le plus souvent à la tête de ces missions le Secrétaire exécutif ou un haut fonctionnaire du secrétariat de la commission économique régionale intéressée (par exemple, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique vient d'être appelé à diriger une mission d'élaboration de programme en Côte d'Ivoire, en Haute Volta, dans la République du Niger, au Dahomey et au Cameroun. Dans les cas où les gouvernements intéressés peuvent ne pas très bien connaître les programmes des Nations Unies, un fonctionnaire au courant des questions intéressant le Fonds spécial peut être adjoint à ces missions. Le plus souvent, les missions sont organisées pour répondre aux demandes des gouvernements, et des fonctionnaires des services organiques peuvent y être affectés lorsque l'Organisation dispose d'experts dans les domaines où des avis sont demandés. Comme les commissions régionales disposent de personnes connaissant bien la situation économique des pays de la région et aussi de spécialistes dans certains domaines particuliers, il n'est pas douteux qu'on recourra toujours davantage à leurs secrétariats pour ces missions. Les progrès à cet égard dépendront de la compétence que des recherches continues et approfondies dans certains domaines leur permettront d'acquérir au cours des ans. On trouvera dans les rapports annuels des commissions économiques régionales au Conseil économique et social des exemples de la part que prennent les secrétariats de ces commissions à la formulation des demandes des gouver-

nements. Il convient de noter que les groupes consultatifs et les experts régionaux de l'assistance technique qui sont attachés aux secrétariats des commissions économiques régionales peuvent jouer un rôle particulièrement utile à cet égard. ^{2/} Dans certaines régions, il est préférable de recourir aux services du Siège. Il importe beaucoup dans une organisation à compétence mondiale d'utiliser avec souplesse tout le personnel disponible au Siège et dans les régions. De plus, le Secrétaire général doit veiller à ce que les gouvernements tirent le maximum d'avantages du caractère international des programmes exécutés par l'Organisation des Nations Unies.

Mise en oeuvre des demandes des gouvernements

12. La mise en oeuvre des demandes des gouvernements incombe essentiellement au Commissaire à l'assistance technique, à la Direction des opérations d'assistance technique, au Service de recrutement pour l'assistance technique (SRAT) et à la Section administrative pour les opérations d'assistance technique. Le Commissaire à l'assistance technique doit aussi s'assurer le concours des fonctionnaires des services organiques et techniques dont le secrétariat peut disposer. Il doit combiner ces ressources de la manière la plus appropriée pour répondre aux demandes des gouvernements.

13. Recrutement : Le SRAT, qui fait partie du Service du personnel de l'Organisation des Nations Unies, est chargé du recrutement et du règlement de toutes les questions de personnel que pose la nomination d'un expert, sa rémunération, etc.. Ce service exerce principalement son activité dans deux bureaux, l'un au Siège (New York) et l'autre en

^{2/} Voir l'exposé des fonctions des groupes consultatifs, au paragraphe 24 ci-dessous.

Europe (Paris); l'une de ses principales fonctions est de coordonner toutes les compétences et tous les avis autorisés dont l'Organisation des Nations Unies dispose en matière de recrutement. C'est ainsi que les représentants résidents et les administrateurs du service du personnel des commissions économiques régionales procèdent parfois pour lui à la sélection de candidats dans leur région. De même, le SRAT recourt aussi dans une large mesure aux services organiques du Secrétariat pour savoir à quels experts il peut s'adresser dans les divers pays pour telle ou telle question; le plus souvent ces experts sont proposés en premier lieu par les gouvernements qui désirent fournir le concours de spécialistes. Comme le nombre d'experts fournis par les pays peu développés augmentera avec les années et que c'est de plus en plus dans des domaines très spécialisés que l'on aura besoin d'experts des pays plus avancés, il est probable que les commissions économiques régionales participeront davantage au recrutement. L'un des avantages particuliers de l'assistance technique fournie sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies est qu'elle permet de recourir aux experts déjà disponibles dans les pays peu développés - dans la mesure où l'on utilise des devises convertibles ou des contributions de ces pays - et d'assurer ainsi un échange mondial de personnel et de données d'expérience. Lorsque le SRAT ne peut obtenir du Secrétariat des avis sur le fond des questions, il s'adresse à l'extérieur c'est-à-dire aux anciens experts, aux associations professionnelles et aux différents groupements industriels avec lesquels il entretient des contacts étroits dans un grand nombre de pays. De plus, il examine toutes les demandes d'affectation comme experts de l'assistance technique reçues par l'Organisation qu'elles émanent de particuliers ou des comités nationaux qui s'efforcent de coordonner les offres d'assistance technique de certains pays et qui sont la principale source de recrutement d'experts. La création de comités

analogues se justifierait peut-être dans certains pays peu développés. Dans ces pays, les représentants résidents reçoivent copie de toutes les descriptions de poste et participent au recrutement; les descriptions de poste sont également envoyées aux gouvernements par l'intermédiaire de leurs missions permanentes à New York.

14. Placement de boursiers : C'est la Direction des opérations d'assistance technique, section de la formation, qui est chargée de placer les boursiers. Les demandes sont ordinairement transmises par les représentants résidents mais les secrétariats des commissions économiques régionales sont souvent appelés à donner un avis sur les aptitudes des candidats. C'est aux commissions économiques régionales qu'il incombe de choisir les candidats pour leurs cours de formation et leurs stages en cours d'emploi de même que, dans certains cas, les élèves d'instituts régionaux créés grâce à l'assistance technique des Nations Unies.

Le placement dans les pays européens est assuré par un petit bureau de l'assistance technique qui se trouve à Genève. Comme les moyens de formation se multiplient dans les régions, les commissions économiques régionales joueront sans doute un rôle plus important que par le passé dans le recensement des moyens de formation et le placement. Il est à noter que le secrétariat de la CEEAO et celui de la CEPAL sont représentés dans les conseils consultatifs d'un certain nombre d'établissements régionaux de formation et de recherche.

15. Concours donné aux experts par les services organiques : La préparation de la mission des experts est une phase importante de la mise en oeuvre des programmes : on peut faire gagner beaucoup de temps à l'expert en lui donnant des indications suffisantes sur le fonctionnement de l'assistance technique des Nations Unies, sur l'assistance précédemment fournie au pays d'affectation par les Nations Unies ou en vertu de

programmes bilatéraux, et sur l'expérience acquise ailleurs en matière d'assistance technique dans le domaine de sa compétence. Autant que possible, cette préparation se fait à New York, à Genève ou aux sièges des commissions économiques régionales. Lorsqu'il y a lieu, un fonctionnaire des services organiques peut être invité à établir une évaluation approfondie de l'assistance déjà fournie et des problèmes qui se poseront sans doute à l'expert. La préparation permet également de familiariser l'expert avec les travaux généraux de recherche et les services fonctionnant au Siège et dans les régions - auxquels il pourra recourir en cas de besoin. La préparation est organisée pour chaque expert selon son itinéraire et aussi selon que les services organiques du Siège ou des régions peuvent participer à l'étude du fond des questions. En raison des progrès que le Secrétariat a accomplis en matière de recherches et de la masse des données d'expérience que l'assistance technique a permis d'accumuler à l'échelle mondiale, la préparation devient de plus en plus importante car elle peut grandement améliorer l'assistance fournie et abrégé dans certains cas la mission de l'expert. Etant donné que la plupart des experts font aussi œuvre formatrice pendant leur mission, les manuels et, d'une façon générale, tout le matériel de formation que les services organiques du Siège et des régions ont préparés doivent être considérés comme une forme précieuse d'assistance.

16. La plupart des experts sont tenus de présenter des rapports d'activité à des intervalles appropriés. Ces rapports sont examinés par les services organiques qui ont ainsi la possibilité de donner des directives à l'expert pendant qu'il est sur place, d'appeler son attention sur l'expérience acquise dans d'autres pays et de lui communiquer des études ou des textes législatifs dont on peut disposer au Siège ou dans les régions. Parfois, les rapports des experts fournissent des renseignements

précieux pour les travaux de recherche du secrétariat. Cela est particulièrement vrai du rapport final que tous les experts présentent à la fin de leur mission. Ces rapports, qui sont destinés aux gouvernements, sont examinés et commentés par les services organiques intéressés. L'étude ultime, la mise en forme et la reproduction sont assurées par la DOAT. Celle-ci, en consultation avec les services organiques, prépare aussi le cas échéant un plan d'action afin de donner suite aux recommandations de l'expert par l'octroi d'une assistance technique supplémentaire. Les rapports de fond sont utiles aux gouvernements requérants - et c'est même leur objet principal - mais dans bien des cas ils sont aussi de précieux instruments de travail pour le Secrétariat parce qu'ils peuvent servir aux travaux de recherche générale et que, très souvent, ils font beaucoup avancer l'ensemble des opérations d'assistance technique; ainsi, les rapports qui recommandent une législation particulière peuvent souvent servir aux pays qui se trouvent dans la même situation, et qui peuvent alors faire rédiger une législation analogue par des fonctionnaires nationaux au lieu de demander un expert. Par exemple, à la lumière de l'expérience acquise dans l'assistance technique, le Secrétariat a mis au point un Manuel de classification budgétaire dont les fonctionnaires d'un certain nombre de pays se sont directement inspirés.

17. Les rapports d'activité sont envoyés directement aux commissions économiques régionales lorsqu'ils traitent de problèmes particuliers que les commissions régionales peuvent aider à résoudre. Tous les rapports finals qui traitent de questions intéressant les commissions régionales leur sont communiqués et sont soumis à l'appréciation de leurs secrétariats si ceux-ci sont en mesure de formuler des observations utiles.

18. Règlement des questions administratives : les questions administratives et financières que soulève l'exécution des projets sont traitées par la Section administrative pour les opérations d'assistance technique, qui dépend du Service des missions du Bureau des services généraux. Cette section applique aux opérations d'assistance technique les méthodes et les procédures qui se sont révélées efficaces pour les missions politiques et pour les centres d'information des Nations Unies. Elle sert notamment de centre pour la réception et l'envoi de la correspondance concernant les questions administratives et l'organe de liaison entre les experts en mission, la Direction des opérations d'assistance technique et les services administratifs du Siège. Les fonctionnaires des services administratifs et financiers qui se trouvent dans les diverses régions, notamment auprès des commissions économiques régionales et les représentants résidents, sont utilisés dans toute la mesure du possible, l'objectif visé étant la mise en commun des services entre les différents bureaux des Nations Unies établis dans chaque région.

★

★

★

PROJETS REGIONAUX

19. Les gouvernements, par l'intermédiaire des commissions économiques régionales et de leurs organes subsidiaires, ont eu largement recours aux possibilités offertes par le mécanisme de l'assistance technique pour lancer ou faciliter l'exécution de programmes de coopération régionale.

Il est normal que les commissions régionales fournissent l'assistance nécessaire à la mise en train de ces projets, étant donné leurs attributions délibératives, les services d'experts dont elles disposent dans leurs réunions techniques, et les travaux de recherche et avis techniques qu'elles peuvent demander à leurs secrétariats. Les propositions relatives au lancement de projets régionaux dans le cadre de l'assistance technique sont formulées par les gouvernements - soit aux sessions des commissions, soit par l'intermédiaire des organes subsidiaires de celles-ci - et par les secrétaires exécutifs. Les propositions retenues par les commissions sont ensuite examinées, en consultation avec les secrétaires exécutifs. Les propositions retenues par les commissions sont ensuite examinées, en consultation avec les secrétaires exécutifs, par le Commissaire à l'assistance technique et la Direction des opérations d'assistance technique, compte tenu des prévisions financières les plus récentes. Les crédits demandés peuvent être réduits ou augmentés (par exemple, il a été possible d'accroître l'allocation destinée à financer les projets régionaux en Afrique, en raison du montant supplémentaire de 3,5 millions de dollars que l'Assemblée générale a alloué pour l'aide aux nouveaux pays indépendants). Les projets retenus sont soumis au Comité de l'assistance technique en même temps que les projets nationaux.

20. Les secrétariats régionaux prennent une part croissante à l'exécution et à l'administration des projets régionaux; ils tendent notamment à se charger de tous les aspects organiques : ordres du jour des conférences, programmes des stages de formation, choix des participants et des stagiaires, préparation des documents techniques et du matériel de formation, organisation des conférences, groupes de travail, cycles d'études et stages de formation, établissement des rapports définitifs, etc...

Toutefois, il arrive souvent que les secrétariats régionaux fassent appel aux services organiques du Siège lorsque ceux-ci peuvent leur apporter

un concours dans un domaine particulier. Au début des opérations régionales d'assistance technique, la plupart des projets se prêtaient, de par leur nature, à la centralisation de l'administration et de l'exécution. Un cycle d'études tenu à Copenhague suivi par les participants venant d'Amérique latine, ou un voyage d'étude en Amérique du Nord pour les boursiers d'Asie et d'Extrême-Orient, devaient nécessairement être organisés en grande partie du centre. Or, à l'heure actuelle, un grand nombre de projets régionaux - en particulier ceux qui ont trait à la formation dans la région - se prêtent mieux à la direction et à l'exécution sur le plan régional. Par exemple, les trois conseillers régionaux engagés pour l'enquête statistique sur l'Afrique devront travailler en collaboration étroite avec le Secrétaire exécutif de la CEA, le Siège exerçant un minimum de contrôle. Cette évolution du caractère des projets régionaux entraîne des modifications de la direction administrative et financière et, depuis que l'Administration de l'assistance technique a été rattachée au Département des affaires économiques et sociales, des mesures importantes ont déjà été prises pour déléguer des pouvoirs étendus aux agents administratifs et financiers qui se trouvent dans les régions.

21. L'assistance technique octroyée au titre de projets régionaux bénéficie considérablement des directives, de l'expérience et de l'acquit technique des commissions régionales, sans lesquelles ce genre d'assistance aurait souvent été impossible. Tout d'abord, les commissions peuvent donner des avis utiles aux gouvernements pour l'établissement de leurs demandes d'assistance technique régionale et l'aide au titre du Fonds spécial dans tous les domaines sur lesquels les secrétariats de ces commissions possèdent les connaissances techniques nécessaires. En outre, les projets régionaux sont souvent le couronnement des recherches, des études et des services consultatifs techniques des secrétariats régionaux. Ils confèrent aux travaux de ces secrétariats une valeur concrète

et une consécration pratique dont l'incidence est considérable dans l'évaluation globale des réalisations des secrétariats régionaux. Enfin, les travaux de recherche normalement menés dans les régions sont souvent stimulés par les résultats de l'assistance régionale, notamment lorsque cette assistance est fournie par des experts régionaux ou par des conseillers attachés aux secrétariats des commissions. Quelques exemples choisis parmi les projets les plus importants exécutés jusqu'ici illustreront ce qui précède.

22. Dans la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient, le projet de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong constitue un exemple remarquable de la manière dont un projet coopératif peut être conçu par une commission régionale, profiter des travaux de recherche et des services consultatifs du secrétariat régional, recevoir une impulsion décisive de l'assistance technique des Nations Unies et, enfin, devenir une grande entreprise coopérative bénéficiant de fonds importants provenant de sources diverses. En effet, sous l'égide de la CEAEQ, non seulement tout le dispositif des Nations Unies a été mis en oeuvre (assistance technique, Fonds spécial et plusieurs institutions spécialisées), mais en outre le projet a bénéficié d'apports considérables au titre d'arrangements bilatéraux. La CEAEQ continue à donner des avis et à prêter ses services dans de nombreux domaines au Comité de coordination des enquêtes sur le bassin inférieur du Mékong (composé de représentants des quatre pays riverains : Laos, Cambodge, Thaïlande et République du Vietnam). L'agent d'exécution du projet, qui a été désigné au titre de l'assistance technique des Nations Unies, a son bureau au siège de la commission régionale et collabore étroitement avec cet organisme. La CEAEQ continue à jouer un rôle particulièrement important dans l'étude de l'économie du bassin. Elle est également appelée à donner des avis aux gouvernements pour l'établissement de nouvelles demandes d'assistance. Dans un rapport récent consacré à la coopération régionale

dans le domaine du développement des ressources industrielles et minières^{3/}.
Le Secrétaire exécutif de la CEEEC a formulé une série de suggestions concernant l'octroi d'une assistance technique supplémentaire pour l'exécution du projet, ainsi que celle d'autres projets coopératifs intéressant la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient.

23. En Amérique latine, le programme d'intégration de l'Amérique centrale est un autre exemple de la manière dont les gouvernements peuvent utiliser les services des commissions régionales, ainsi que les programmes des Nations Unies, aux fins de la coopération régionale. Sous les auspices de la CEPAL, les cinq pays de l'Amérique centrale ont institué un Comité de coopération économique pour l'Amérique centrale, par l'intermédiaire duquel ils s'efforcent d'aboutir à la conclusion d'un accord commercial de l'Amérique centrale, ainsi qu'à l'adoption d'une législation commune ou à l'adaptation des législations nationales pour faciliter l'intégration régionale. Le secrétariat de la CEPAL, par son bureau de Mexico, est chargé d'effectuer les études et de rédiger les projets de textes législatifs dont le Comité a besoin pour exécuter le programme d'intégration. Le Comité bénéficie également d'une aide substantielle dans le cadre des programmes d'assistance technique des Nations Unies. En 1961-1962, des experts en matière d'union douanière, de normalisation des tarifs, de développement industriel, de développement de l'énergie électrique, de logement et des questions démographiques, seront fournis au titre du programme d'assistance technique. De leur côté, la FAO et l'OIT octroient une assistance dans les domaines de l'occupation et de l'utilisation des terres, de la commercialisation, des statistiques agricoles, de la productivité industrielle et de la formation professionnelle. En outre, sur l'initiative de la CEPAL, l'Organisation des Nations Unies a ouvert, il

^{3/} E/CN.11/T & NR/L.18.

Il y a cinq ans, une école supérieure d'administration publique au Costa-Rica à l'intention d'administrateurs des cinq pays, et le Fonds spécial a financé une expansion substantielle de l'Institut de recherches industrielles de l'Amérique centrale - créé par la CEPAL - qui donne des avis à l'entreprise privée et aux services officiels des cinq pays. Certaines demandes nationales d'assistance technique sont également axées sur les besoins du programme d'intégration.

24. La formation est un domaine particulièrement approprié pour les projets régionaux. On peut citer comme exemple le centre régional de formation pour le développement économique de la CEPAL, dont l'activité est étroitement liée aux travaux permanents de recherche et aux services consultatifs que la CEPAL fournit aux gouvernements, sur leur demande. Jusqu'à l'an dernier, le centre de formation pour le développement économique de la CEPAL se bornait à accueillir environ 15 ou 20 boursiers par an pour leur donner une formation dans le domaine de la programmation du développement économique. Le programme était étroitement lié aux travaux de recherche de la CEPAL. L'un des résultats de cette combinaison de la recherche et de la formation a été la publication d'un Guide des projets de développement économique^{4/}, qui est devenu un manuel classique dans la région latino-américaine et qui sert également pour la formation en cours d'emploi dans les autres commissions économiques régionales et pour le stage de formation pour économistes africains qui a lieu au Siège. Il est à noter que le centre de formation a en outre organisé dans divers pays de la région des cours accélérés pour les administrateurs chargés des questions économiques. L'an dernier, le centre a subi des transformations qui font que son activité se rapproche désormais des services consultatifs fournis aux gouvernements : tout d'abord, la formation a été étendue à un certain nombre de domaines spécialisés dans lesquels il y a pénurie de personnel qualifié, notamment la planification industrielle, la planification

^{4/} Publication des Nations Unies, numéro de vente : 58.II.C.5

des transports, les travaux publics, les problèmes budgétaires et le financement. Cinq instructeurs principaux ont été attachés au centre pour assurer la formation en ces domaines, au titre de l'assistance technique. En outre, le centre bénéficie occasionnellement du concours de conférenciers et de membres du secrétariat de la CEPAL. D'autre part, la CEPAL a constitué des groupes consultatifs sur les questions économiques à la demande des gouvernements de Cuba, de la Bolivie, de la Colombie, du Venezuela et du Chili. Ces groupes ont pour mission principale d'aider les gouvernements à mettre sur pied des services de programmation économique. Les instructeurs du centre de formation de la CEPAL donnent des directives aux groupes consultatifs et font de brefs séjours dans les pays cités pour diriger les activités. En conséquence, les travaux de recherche, les activités de formation et les services consultatifs de la CEPAL sont maintenant mieux intégrés. Les travaux de recherche de la CEPAL servent à la fois au centre de formation et aux groupes consultatifs. Ceux-ci sont également en mesure de fournir une aide aux gouvernements pour l'établissement de leurs demandes d'assistance technique et d'assistance au titre du Fonds spécial.

25. La Commission économique pour l'Afrique n'a pas tardé, elle non plus, à tirer parti des ressources de l'assistance technique pour renforcer ses activités. L'élaboration d'un programme à long terme de développement statistique, prévoyant des travaux de recherche, des activités de formation et des services consultatifs est un exemple qui a sa contrepartie dans la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient. Une conférence régionale de statisticiens a été organisée peu après la création de la Commission afin de lancer un programme quinquennal ayant pour objet d'améliorer la qualité des services et documents statistiques des divers pays africains en faisant appel à tous les moyens d'assistance multilatérale et bilatérale accessibles

aux gouvernements intéressés, dans le cadre d'un plan coordonné institué par la CEA. Dans le programme de travail pour 1961 dont la Commission sera saisie à sa troisième session figurent plusieurs projets qui doivent être financés en tant que projets régionaux d'assistance technique. Ce sont: a) le détachement auprès du secrétariat de la CEA de trois statisticiens régionaux chargés d'achever l'enquête statistique sur l'Afrique commencée en 1960; b) la création de quatre centres sous-régionaux pour la formation de statisticiens du niveau moyen à Addis-Abeba, en Afrique du Nord, à Lomé et à Accra; c) l'organisation de voyages d'étude concernant les techniques d'enquêtes sur le terrain dans les pays du Nord de l'Afrique et les enquêtes sur les ménages au Ghana et au Togo. En outre, le secrétariat de la CEA assurera la formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens au siège de la Commission.

26. En près de quatorze ans, le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe a acquis une somme considérable de connaissances techniques diverses qui, tout en concernant au premier titre les pays relativement très industrialisés d'Europe, intéressent de plus en plus les pays d'autres régions qui sont en voie de développement économique. C'est surtout dans le domaine du commerce et pour divers secteurs de la production industrielle, ainsi que pour certains aspects de la planification et des techniques des transports, que le secrétariat de la CEE peut contribuer très utilement aux activités d'assistance technique de l'Organisation.

27. Dans un certain nombre de cas, la coopération du secrétariat de la CEE avec les secrétariats des autres commissions économiques régionales a permis de transmettre aux pays insuffisamment développés la somme des connaissances acquises par les pays industrialisés qui sont membres de la CEE. C'est ce qui a été fait, par exemple, pour la production charbonnière, le commerce, les transports, la fabrication de l'acier et l'analyse des politiques commerciales.

28. Il convient en outre de signaler que la CEE a organisé un programme de formation en cours d'emploi. Ce programme, dont la mise en oeuvre a été initialement assurée à l'aide de crédits extrabudgétaires est maintenant financé par l'assistance technique. Des stagiaires venant des pays sous-développés d'Europe ont la possibilité de passer environ un an au secrétariat de la CEE; ils participent aux travaux de ce secrétariat et reçoivent une formation dans le cadre d'un programme dont est chargé le personnel de la CEE. Des dispositions ont été prises pour que des boursiers africains, choisis par le Secrétaire Exécutif de la CEA, bénéficient, en 1961, de ce programme. On espère que des mesures seront prises pour qu'un plus grand nombre de stagiaires africains aient accès, dans l'avenir, au programme de formation en cours d'emploi de la CEE.

29. De nombreux autres exemples permettraient de montrer que les programmes d'opérations bénéficient maintenant, dans une large mesure, de l'appui des commissions économiques régionales et qu'ils ont, en retour, une influence marquée sur les activités courantes de ces commissions. On trouvera des indications détaillées sur les projets régionaux dans les rapports annuels des commissions régionales au Conseil économique et social.

30. Un certain nombre de projets régionaux sont élaborés et mis en oeuvre à l'échelon central. Le Conseil économique et social a créé un certain nombre de commissions techniques dont on ne trouve pas exactement l'équivalent dans les régions. C'est le cas de la Commission des droits de l'homme, de la Commission des stupéfiants, de la Commission des questions sociales, de la Commission de la condition de la femme, de la Commission de la population et de la Commission de statistique. Certaines d'entre elles, par exemple la Commission de statistique, la Commission de la population et la Commission des questions sociales, passent en revue les activités des commissions économiques régionales qui entrent dans leurs domaines respectifs et adressent parfois aux commissions régionales des recommandations que celles-ci examinent, le moment venu, dans le contexte général des activités régionales. Dans des domaines comme ceux des droits de l'homme, des stupéfiants et de la condition de la femme, auxquels le mandat des commissions régionales ne s'étend pas, ce sont les commissions techniques elles-mêmes qui proposent les projets régionaux (cycles d'études ou colloques régionaux par exemple). Dans le domaine de la statistique et celui de la démographie, les commissions techniques ont des responsabilités mondiales qui font que les projets régionaux doivent être élaborés dans le cadre d'un programme général. Ainsi, lorsque la Commission de statistique recommande aux gouvernements d'organiser, au cours d'une année déterminée, un recensement mondial de la population ou un recensement industriel mondial, il peut y avoir lieu de recommander au Comité de l'assistance technique d'approuver un certain nombre de cycles d'étude régionaux ou de cours de formation sur la façon dont

ces recensements devront être organisés, ou de dégager les crédits nécessaires pour que des équipes de conseillers en matière de recensement soient mises à la disposition des secrétariats des commissions économiques régionales. La Commission de statistique, ainsi que les conférences régionales de statisticiens qui se tiennent à deux ou trois ans d'intervalle, jouent ainsi un rôle directeur dans un domaine où il est particulièrement important d'établir des normes internationales si l'on veut assurer la comparabilité des données. Des commissions telles que la Commission des questions sociales souhaitent que les recommandations qu'elles peuvent formuler au sujet des politiques à suivre arrivent à l'échelon gouvernemental et soient mises en pratique. Elles proposent donc l'organisation de cycles d'études ou de colloques régionaux en vue de familiariser les services gouvernementaux avec les recommandations des Nations Unies et avec ce qui se fait dans d'autres régions du monde. Un nombre croissant de projets régionaux - concernant par exemple le développement communautaire, le logement et l'urbanisation - intéressent conjointement la Commission des questions sociales et les commissions économiques régionales. Leur mise en œuvre exige la participation du personnel régional et du personnel du Siège. En outre, les commissions techniques aident souvent à lancer des projets inter-régionaux, dans le cadre desquels les diverses régions peuvent procéder à une confrontation fructueuse de leurs connaissances et de leur expérience.

31. Il convient de noter que ce schéma n'est pas rigide : l'expérience a montré que la structure des organes inter-gouvernementaux, tant à l'échelon central qu'à l'échelon régional, pouvait s'adapter remarquablement aux changements qui peuvent se produire. De nouveaux organes peuvent être créés; c'est ainsi que le Comité du développement industriel vient de voir le jour. En revanche, d'autres peuvent être supprimés, par exemple, lorsqu'il apparaît que le Secrétariat n'a plus besoin de directives pour orienter sa politique et qu'il peut rendre compte de ses activités directement au Conseil économique et social (tel a été le cas de la Commission des finances publiques) ou lorsque la majeure partie

des activités de l'organe considéré finissent par être exercées par les commissions économiques régionales ou par des institutions spécialisées nouvellement créées. (tel a été le cas de la Commission des transports et des communications).

32. Une autre raison qui milite pour que certains projets régionaux soient mis en oeuvre à l'échelon central tient aux questions de personnel: il n'est pas toujours possible - et, en fait, il ne se justifierait pas souvent - d'employer simultanément, au Siège et dans plusieurs régions, des groupes de fonctionnaires travaillant chacun sur des problèmes, de même nature. Dans le domaine de l'administration publique, on a ainsi trouvé commode, jusqu'ici, de confier à un personnel central la responsabilité des activités entreprises dans les diverses régions. Ce personnel a la responsabilité principale de la préparation et de l'organisation des cycles d'études et colloques régionaux, de la création d'instituts régionaux d'administration publique, etc., mais il s'acquitte de cette tâche en étroite collaboration avec les secrétariats régionaux. Dans le domaine fiscal et financier, les quelques fonctionnaires qui avaient été maintenus dans les services centraux après la suppression de la Commission des finances publiques consacrent maintenant la majeure partie leur temps aux projets régionaux, au nombre desquels figurent les cycles d'études sur les questions budgétaires qui se sont tenus successivement dans les diverses régions sous la présidence et suivant les directives générales des secrétaires exécutifs. En ce qui concerne la Commission des transports et des communications, il convient peut-être d'indiquer ici que la plupart des fonctionnaires qui faisaient partie du personnel central ont été transférés dans les secrétariats régionaux lorsque cette commission a été supprimée.

PROJETS DU FONDS SPECIAL

33. Les projets du Fonds spécial diffèrent à plusieurs égards des projets d'assistance technique. Le Fonds spécial a pour objet de financer des projets d'assez grande envergure, qui exigent des capitaux relativement importants. Ces projets doivent permettre d'obtenir, dans les plus brefs délais, des résultats concrets propres à favoriser le développement économique, social et technique et, en particulier, à faciliter de nouveaux investissements en biens d'équipement. A la différence du programme d'assistance technique, le programme du Fonds spécial ne fonctionne pas suivant le principe de la répartition géographique des ressources au moyen de programmes par pays. Le programme du Fonds spécial, qui est établi à partir d'une évaluation des demandes des gouvernements faite par le Directeur-général, est soumis à l'approbation du Conseil d'administration, lors des sessions de printemps et d'automne.

34. Lorsqu'il procède à l'évaluation des demandes reçues des gouvernements par l'intermédiaire des représentants-résidents du BAT, le Fonds spécial invite le Secrétariat des Nations Unies à formuler des observations et des suggestions. Toutes ces demandes sont ensuite communiquées aux secrétariats des commissions économiques régionales, également pour observations et suggestions. Deux fois par an, le Directeur-général soumet à l'approbation du Conseil d'administration, un projet de programme qui a d'abord été examiné par un Comité consultatif composé du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, du Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique et du Directeur général du Fonds spécial.

35. Chaque projet approuvé est mis en oeuvre, pour le compte du Fonds spécial, par un agent chargé de l'exécution, qui est désigné par le Fonds spécial et qui est généralement choisi parmi les organisations relevant des Nations Unies (institutions spécialisées, AIEA et Organisation des Nations Unies). L'Organisation des Nations Unies est actuellement chargée de l'exécution de 15 projets, pour lesquels le Fonds spécial versera au

total 12,6 millions de dollars et les gouvernements environ 13 millions^{5/}. Ces projets se répartissent comme suit : 10 en Asie et en Extrême-Orient; 3 dans les deux Amériques, 2 en Afrique. Onze d'entre eux concernent le développement des ressources naturelles (inventaire des ressources hydrauliques et minérales); deux portent sur la recherche industrielle; un autre prévoit une étude économique de caractère général et le dernier a trait à la production de matériaux de construction. Trois de ces projets ont un caractère régional; deux d'entre eux intéressent les pays riverains du Mékong et, le troisième, les pays d'Amérique centrale.

36. Les activités qui se rattachent au programme du Fonds spécial sont devenues l'une des principales tâches de l'Organisation des Nations Unies et leur importance croît en fonction du développement du programme du Fonds spécial, lequel englobe un nombre de plus en plus grand de projets et sera probablement étendu à de nouveaux domaines comme la planification et la programmation économiques et l'administration publique. L'Organisation des Nations Unies est consciente, indépendamment des responsabilités qu'elle assume en tant qu'agent chargé de l'exécution de projets du Fonds spécial, du rôle qu'elle doit jouer en aidant les gouvernements à établir leurs demandes et en fournissant aux services du Fonds spécial d'utiles

5/ Le Fonds spécial a déjà approuvé 115 projets, pour l'exécution desquels les allocations du Fonds spécial s'élèvent à 96 millions et les contributions des gouvernements à environ 227 millions de dollars. Du point de vue géographique, ces projets se répartissent de la façon suivante : 35 dans les deux Amériques; 31 en Asie et en Extrême-Orient; 23 dans le Moyen-Orient; 19 en Afrique; 6 en Europe; et un projet inter-régional. Sur les 115 projets, 4 sont classés comme projets régionaux car ils résultent de demandes émanant de plusieurs gouvernements et seront exécutés en commun. D'une manière générale, les projets consistent en des études, des recherches et des programmes de formation, et la plupart d'entre eux portent sur l'agriculture, les ressources naturelles, l'industrie, les transports et communications. L'assistance accordée au titre du Fonds spécial revêt diverses formes: concours d'experts internationaux, apport de matériel, fournitures, services et bourses.

évaluations sur les projets à l'étude. Le personnel technique du Siège coopère étroitement, dans ce domaine, avec les experts de l'assistance technique, avec la Direction des opérations d'assistance technique et avec les secrétariats des commissions économiques régionales.

37. En ce qui concerne les services organiques, les opérations, le financement, le recrutement, les achats et les contrats, chaque projet du Fonds spécial fait l'objet d'un plan d'exécution. Chaque plan d'exécution donne lieu, à la signature, entre le gouvernement intéressé, le Fonds spécial et l'agent chargé de l'exécution, d'un accord tripartite qui définit les différentes phases techniques des travaux à entreprendre, en établit le calendrier, énonce les obligations financières et autres de chaque partie et fixe les dispositions à prendre pour assurer l'exécution du projet. Dans de nombreux cas, il a fallu demander à des consultants techniques, spécialement recrutés à cet effet, d'aider l'agent chargé de l'exécution à s'acquitter de sa tâche qui exige parfois des connaissances très spécialisées.

38. Les modalités de la mise en oeuvre des projets du Fonds spécial, telles qu'elles sont exposées dans les plans d'exécution, varient considérablement suivant l'objectif que l'on se propose d'atteindre et qui peut aller de la fourniture de bourses et de services d'experts (activité très voisine de celles qui sont entreprises dans le cadre de l'assistance technique) jusqu'à la conclusion, avec des organismes privés ou publics, de contrats leur confiant la totalité de l'exécution du projet. La Division des opérations d'assistance technique est responsable de l'exécution des projets confiés à l'Organisation des Nations Unies.

39. Le Siège des Nations Unies compte sur l'aide du personnel des commissions économiques régionales pour bon nombre des tâches qui lui incombent en tant qu'agent chargé de l'exécution, à condition, bien entendu, que ce personnel soit en mesure de lui donner cette aide. Pour les projets régionaux, l'Organisation des Nations Unies a, jusqu'à présent, compté essentiellement sur les secrétariats des commissions.

Ces derniers n'ont pas seulement fourni des services organiques - et même, dans certains cas, des services administratifs et financiers - ils ont aussi participé, avec les gouvernements intéressés, à la négociation des plans d'exécution.

40. Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, le Conseil d'administration n'a approuvé, jusqu'ici, qu'un petit nombre de projets régionaux, ce qui s'explique surtout par le fait que les demandes de projets nationaux ont été très nombreuses et que le programme n'a encore que trois ans d'existence.

41. Les commissions économiques régionales peuvent jouer un rôle important en assurant la liaison entre les gouvernements en vue de l'élaboration de projets régionaux d'importance et en contribuant à la mise en place du cadre institutionnel et financier nécessaire à l'exécution de ces projets; c'est notamment ce qui a été fait, par la CEAEO, dans le cas de plusieurs projets concernant l'aménagement du bassin du Mékong et par la CEPAL, dans le cas de l'Institut de recherches industrielles d'Amérique centrale (ICAITI). Aucun de ces projets n'aurait pu être élaboré si les secrétariats des commissions intéressées n'avaient déployé, pendant une longue période, des efforts considérables. En l'occurrence, l'évaluation et l'approbation des projets ont été facilitées par le fait que le cadre institutionnel existait déjà et que la preuve de son utilité était faite.

42. Dans l'élaboration des projets nationaux - que ceux-ci revêtent ou non une certaine importance sur le plan régional - les secrétariats des commissions régionales peuvent contribuer efficacement, et de façon suivie, au succès du Fonds spécial. Par leur connaissance des besoins et des ressources, les étroites relations qu'ils entretiennent avec les fonctionnaires des gouvernements de la région et leur rôle de catalyseur pour toute la région, ils devraient avoir une très grande influence sur le nombre et l'importance des projets nationaux qui seront financés dans le cadre du Fonds spécial.

43. Les déclarations d'intention récemment faites par le Directeur général du Fonds spécial indiquent que le Fonds approuvera sans doute

des projets concernant la planification et la programmation du développement économique. Les gouvernements auront donc de nouvelles possibilités d'agir par l'intermédiaire des commissions régionales, pour créer des instituts régionaux qui puissent mettre à la disposition des pays de la région, dans les domaines précités, des services d'experts, des programmes et moyens de formation.